

À Mexico City, le 19 septembre 2017

A l'attention du Comité Directeur du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert,

Le 23 mai dernier, le groupe d'organisations de la société civile mexicaine participant au processus national de Gouvernement Ouvert est arrivé à la conclusion, de manière unanime, qu'il n'existait plus les conditions requises pour une véritable cocréation et un dialogue honnête avec ses homologues du gouvernement. Ces organisations ont décidées d'abandonner le Secrétariat Technique Tripartite (STT) et le Troisième Plan d'Action (3PNA) pour les raisons suivantes:

1. L'absence de réponse de ses homologues du STT (le ministère de la Fonction Publique et l'Institut National d'Accès à l'Information Publique et de Protection des Données Personnelles) suite à la demande d'une réaction face au cas de surveillance électronique illégale qui a affecté le 3PNA.<sup>1</sup>
2. L'absence de volonté politique de la part du gouvernement mexicain afin de maintenir le niveau d'ambition et la portée des engagements élaborés de manière collective dans le cadre du processus du 3PNA.

Le groupe d'organisations mexicaines a exigé à ses homologues une explication et le lancement d'une enquête sur les cas de surveillance électronique. Il pensait également que le STT serait la plateforme idéale pour avancer dans la construction collective et proactive d'un mécanisme qui garantirait la transparence, la reddition des comptes et les contrôles légaux nécessaires pour encadrer la surveillance gouvernementale. Malheureusement, le Ministère de la Fonction Publique n'a donné aucune réponse officielle ou publique à cette lettre.

### **Actualisation sur la surveillance électronique illégale**

Le 19 juin, le Mexique et la communauté internationale ont été secoués par de nouvelles révélations: l'existence de preuves techniques de l'utilisation du même programme espion, Pegasus, pour tenter d'infiltrer les appareils électroniques d'importants défenseurs des droits de l'homme, journalistes d'investigation et membres de la société civile. La tentative a même touché un membre fondateur du groupe d'organisation du Gouvernement Ouvert, Juan Pardinas.<sup>2</sup> Face à l'absence d'enquête débutée par les instances officielles dans ces cas de surveillance, plusieurs victimes ont déposé plainte.

Face au scandale public, plusieurs déclarations officielles ont été faites souvent contradictoires. Au début, un porte-parole du président a nié une quelconque responsabilité.

<sup>1</sup> Pour plus d'information, vous pouvez consulter le rapport technique de CitizenLab <https://goo.gl/QW3bQa> et la lettre des organisations mexicaines au STT <https://goo.gl/z4reBU>

<sup>2</sup> Voir le rapport <https://nyt.ms/2sGmhJ0> et le document #GobiernoEspia <https://r3d.mx/gobiernoespia>

Trois jours plus tard, le Président Enrique Peña Nieto minimisa l'impact de la surveillance au Mexique tout en reconnaissant que le pays possédait cette technologie. Pourtant le chef de l'état a déclaré que ces accusations portées à l'encontre du gouvernement étaient fausses et a même menacé de représailles les journalistes, les organisations et les victimes pour répandre de fausses rumeurs. Le Président lui même s'est rétracté quelques jours plus tard.

Aujourd'hui, CitizenLab a identifié et corroboré techniquement plus d'une centaine de tentatives d'infiltration digitale au moyen du programme Pegasus contre 22 membres de la société civile, parmi lesquels on compte des avocats défenseurs des droits de l'homme, des journalistes, des membres de partis d'opposition et même des enquêteurs indépendants qui travaillaient sur le drame d'Ayotzinapa.<sup>3</sup> Et si ce n'était pas suffisant, des enquêtes journalistiques ont révélé la preuve de l'achat par le bureau du Procureur général de la République de Pegasus au Groupe NSO. Les victimes de la surveillance et les organisations de la société civile sont sceptiques quant aux possibles résultats de l'enquête en cours étant donné qu'aucune commission indépendante n'a été mise en place et que les autorités n'ont donné que très peu d'informations sur son bon déroulement.

Actuellement, la société civile a seulement continué à collaborer avec l'Institut National d'Accès à l'Information Publique et de Protection des Données Personnelles (INAI). L'Institut a rédigé une proposition d'intervention de transparence proactive sur les contrats de services spécialisés et la protection des données personnelles en matière de surveillance. Ce document est en cours de révision par la société civile afin d'établir des groupes de travail.

Depuis l'annonce de la suspension de la participation au STT du groupe d'organisations, la situation du pays s'est empirée et la passivité du gouvernement mexicain a eu un effet négatif sur l'image du Gouvernement Ouvert dans notre pays. Cette passivité s'est accompagnée d'un manque de réactions de la part des instances internationales du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert, ce qui a provoqué de nombreux doutes. Aujourd'hui le groupe d'organisations n'a aucune clarté quant aux actions qui peuvent être menées pour recomposer le processus.

## Actualisation sur l'exécution du Troisième Plan d'Action

Depuis le Premier Plan d'Action, les organisations de la société civile ont mis en place une alliance pour faciliter la co-création. La création du Secrétariat Technique Tripartite, pensé comme l'organe de gouvernance du processus de Gouvernement Ouvert, a établi un niveau élevé de co-création et a guidé l'exécution de tous les Plans d'Action, à tel point que le STT a été reconnu comme une solution innovante par la communauté internationale de OGP.

Sans la participation du groupe d'organisations, l'exécution des engagements du 3PNA est la seule responsabilité de l'État mexicain. Le rapport sur les avancées du 3PNA devra être public et également transmis à OGP. Cependant, nous maintenons notre préoccupation initiale quant aux avancées partielles que nous avons pu constater et la diminution de la

<sup>3</sup> Voir le lien: <https://citizenlab.ca/category/research/targeted-threats/>

portée des engagements coconstruits en 2016.

**Après plus de quatre mois de suspension de notre participation au processus mexicain de Gouvernement Ouvert, le groupe d'organisations de la société civile observe avec beaucoup de préoccupation la détérioration de la situation au Mexique. Cette détérioration est due à l'augmentation des cas de surveillances, de la violence en général et envers les journalistes ainsi que la persistance d'un climat d'impunité et de corruption. Ce contexte est loin de permettre de parler d'un gouvernement ouvert au Mexique. L'absence de réponse du Gouvernement mexicain affaiblit le processus d'ouverture et met à mal la légitimité du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert.**

**S'il existe encore un quelconque espoir de réparer ce processus de Gouvernement Ouvert, il faudrait compter sur des actions plus solides de la part du gouvernement. Pour cela, le groupe de la société civile demande au Comité Directeur de réaliser les actions suivantes:**

- 1. Faire connaître au gouvernement mexicain notre demande de le voir renoncer à sa participation au Comité Directeur**
- 2. Partager avec ses membres la préoccupation du groupe de la société civile sur le fait que la Mission au Mexique du Comité Directeur ait été reportée et notre espoir qu'elle soit à nouveau reprogrammée dans les prochaines semaines**
- 3. Définir et mettre en place un mécanisme de réponse rapide comme accordée le 28 juillet lors de la réunion de Haut Niveau, ce qui permettrait de faire face de manière rapide et efficace à des situations identiques à celle que connaît aujourd'hui le processus de Gouvernement Ouvert au Mexique.**